

## **Financiarisation et lutte pour le développement : de quoi parle-t-on ?**

- La financiarisation n'est pas qu'un parasitisme aggravé, ou une course à la cupidité de la part d'une minorité, le 1%, plus forte que jamais! Tous les débats en particulier électoraux qui se cantonnent à opposer l'austérité à la relance de la croissance, par l'offre ou par la demande, passent à côté de la financiarisation. Tous les débats qui opposent l'économie de marché ou le capital en fonction qui serait sain et la finance qui vient les parasiter passent également à côté. Pointer comme le fait Thomas Piketty dans son livre : « Le capital au 21<sup>e</sup> siècle » les inégalités et leur exacerbation passe à côté également.
- On a affaire à un processus de destruction du mode de production capitaliste mondialisé par lui-même. Un capitalisme « qui se mord la queue » ! Le processus vivant d'une autocontradiction insoluble !  
Un processus qui vient de loin, du milieu des années 70 !
- Qui résulte d'une crise de la valorisation du capital !
- Une crise qui a été masquée tant que le capital a pu avoir recours à des surprofits pour faire tourner son mode de production !
- La fin de ses occasions de surprofits avec la victoire des peuples sur l'impérialisme et sur les 2 superpuissances a créé une situation inédite : le système capitaliste allait devoir fonctionner et prouver sa cohérence interne et sa durabilité à soi seul, sans ses « opportunités » de surprofits. Et ce mondialement, une fois les pays du Sud intégrés au capitalisme, en situation d'émergence et se dotant d'un appareil de production moderne rivalisant avec ceux des pays développés! La classe ouvrière mondiale a fait un bond numérique important. Elle s'est battue avec succès parfois pour améliorer sa situation dans de nombreux pays du Sud. L'exode rural a été massif.
- Les contraintes liées à la baisse du taux de profit sont vite réapparues au grand jour. La logique de remplacer le travail vivant par du capital physique s'est poursuivie !
- La crise de la valorisation du capital s'est aggravée et des capitaux ont du prendre une autre destination que celle de la sphère productive. C'est la mutation des bourses avec la logique financière et non plus d'investissement, d'où les bulles récurrentes, la spéculation. Les crises financières qui se succèdent de 87 à 2008.
- Spéculation qui tend à aspirer des capitaux de la sphère productive. Ou qui impose des rendements financiers tellement élevés aux capitaux immobilisés que ces derniers sont laminés.
- La financiarisation s'appuie sur des fractions bourgeoises de plus en plus restreintes ! Elle a largement laminée l'aristocratie ouvrière née avec l'impérialisme mais en a développé une autre autour des industries du luxe et des grands moyens de communication, internet, Gafa...
- Elle tente de reculer la grande dévalorisation du capital, de l'ajourner. Mais pour ajourner il faut constamment grossir la bulle, étendre l'emprise de la financiarisation. Plus elle veut réduire le mal initial, la crise de la valorisation, plus il faut développer la financiarisation qui en retour aggrave un peu plus le mal initial !
- Elle conduit le capital à raisonner à courte vue par des cycles courts, comme tous ces produits dont l'obsolescence est programmée (informatique, mobiles...)
- La financiarisation n'arrête pas de fabriquer des hommes inutiles pour le capitalisme. Ce qui s'effectue c'est la destruction du mode de production à travers la contraction

du capital en fonction. Les sociétés sont menacées, sans base économique.

Les classes sociales, classe ouvrière comprise, sont menacées dans leur existence !

- Les Etats faillis se multiplient. Le lien social se dissout. L'émiettement est à l'œuvre : à travers diverses dérives, identitaire nationale, c'est la Yougoslavie dans les années 90, identitaire religieuse, c'est l'Algérie et les GIA de la même période. C'est le terrorisme d'Al Qaida ou Daech qui ont trouvé un terreau au Proche Orient avec et après les expéditions bushistes en Irak ou Sarkozyste en Libye, ou Hollandaise au Mali ou ses bombardements en Syrie et Irak. Ce sont les velléités indépendantistes en Catalogne. Mais ce sont aussi tous les discours souverainistes, qui prétendent accrocher la solution face aux dérèglements du système à l'échelle des Etats nation.
- La bourgeoisie non seulement est incapable de la moindre vision historique apte à ouvrir sur l'avenir, mais elle s'est engagée dans un processus d'obstruction généralisée sur le plan politique et de table rase meurtrier pour tous. Remise en cause du niveau de vie de tous, remise en cause, faute de crédits et de motivations, des recherches scientifiques. Les scientifiques américains en sont à mener « la guérilla des archives » pour sauver leurs données. Mais c'est surtout la remise en cause du développement, son blocage général qui se joue. La financiarisation c'est du développement fictif, du vent ! Comment répondre à la catastrophe prévisible ?
- Le moteur des sociétés jusqu'ici : la lutte de classes, celle de la classe ouvrière, du monde du travail, du salariat. Oui ! Tant qu'il y a des classes aptes à exercer un rapport de force ! La financiarisation les lamine en permanence. Inutile d'attendre que le moteur soit totalement grippé, élargissons la lutte de classes à tous ceux qui sont déjà déclassés, précaires en survie, des pans entiers de la jeunesse, tous ceux qui n'ont jamais pu entrer dans le monde du travail, tous ceux qui en ont été éjectés, les chômeurs, et élargissons à tous ceux qui sont intéressés par le développement c'est à dire l'essentiel de la population mondiale, une fois retranchée la cible ennemie : l'oligarchie financière, les mafias qui trafiquent avec elle et ceux qui sont prêts à se faire trouer la peau pour la défendre. C'est la raison qui nous amène à l'idée de peuple-monde.
- La lutte pour le développement a pour condition initiale indispensable l'abolition de la propriété privée du capital. Parce que c'est d'elle que découle le blocage du développement et toutes les contorsions, financiarisation incluse, qui tentent d'en masquer la réalité. C'est d'elle que découle la guerre contre les peuples.
- Le bilan des révolutions ouvrières du 20<sup>e</sup> siècle nous a appris que cette abolition ne se résumait pas à un acte juridique. Qu'elle nécessitait une rupture des masses populaires avec toutes les médiations héritées de l'histoire de cette propriété privée (politique, Etat, religion, droit, famille, morale, conception élitiste de la science, des arts, des grands moyens de communication, internet). La révolution culturelle en Chine, nous a appris que le dépérissement de la médiation politique et de l'Etat même ouvrier ne pouvait être ni progressif ni graduel. Depuis, le fait que la classe ouvrière malgré son développement pendant l'émergence du Sud n'ait pas cherchée à reconstruire son propre parti nous confirme dans notre bilan.
- On a donc là une trame pour concevoir cette lutte pour le développement :
- Elle s'inscrit dans le cadre global de l'effondrement du mode de production capitaliste ; elle implique l'ensemble des peuples et pas seulement une classe sociale ; elle nécessite d'entrée de jeu la fin de la propriété privée bourgeoise qui elle-même implique une destruction des médiations par les masses et les peuples. Elle vise la fin de la division sociale des sociétés.

- Cette lutte contre la médiation politique et étatique est même indispensable dès maintenant face à l'obstruction des politiques au pouvoir et surtout face à l'impasse que nous proposent ceux qui y aspirent.